

Union Generale des Etudiants de Tunisie

**L'ETUDIANT**

**TUNISIEN**

A PARIS

**- BULLETIN D'INFORMATION -**

**COMITE DE SECTION**

DE PARIS

MARS 1972

UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE TUNISIE

Comité de Section de Paris



SOMMAIRE

!		!
!	- <u>Editorial</u> :.....	! 3 et 4
!	- <u>Analyse de la situation</u> : .....	! 5 à 7
!	le sens d'une crise	!
!	- <u>Unité face aux manoeuvres réactionnaires</u>	! 8 à 9
!	- <u>Nouveau Comité de résidents</u> .....	! 10
!	à la maison de Tunisie	!
!	- <u>Solidarité concrète</u> :	!
!	x- Petitions .....	! 11
!	x- Le véritable adversaire .....	! 12
!	x- Déclaration au congrès de la FRUF..	! 13
!	x- Motion adoptée par le congrès .....	! 14
!	- <u>MAROC IRAN</u> .....	! 15
!	- <u>Activité de Province</u> :.....	! 16
!	x- Bordeaux et Toulouse .....	! 17
!	x- Bordeaux .....	! 18
!	x- Strasbourg.....	! 19
!		!
!		!
!		!

E D I T O R I A L

Une grande confusion règne à propos des structures de base de l'U G E T à Paris. Une clarification à ce sujet est nécessaire.

Avant 1963 la seule structure qui existait était la section, élue directement par tous les étudiants tunisiens à Paris indépendamment de la nature de leurs études. Elle jouait un rôle de mobilisation très important et soutenait activement la lutte de tous les progressistes tunisiens. Dans le cadre de la corporatisme de l'U G E T, la section fut dissoute et remplacée par des corpos. Le corporatisme étroit, amené choisie à l'époque par les directions anti-étudiantes qui se sont succédées depuis 1963 engouffra l'union dans une scélérèse qui a duré 6 ans.

Le développement de la lutte au cours de ces dernières années conséquence normale de la dégradation des conditions de vie et d'étude des étudiants, a permis de remettre sur pied un comité de section issu des corpos de base. La section n'a aucune nature bureaucratique contrairement aux allégations de ceux qui veulent la détruire. L'expérience de ces 2 dernières années est éloquentes par le nombre d'AG et le sérieux du travail fourni.

Contrairement à ce que prétendent certains, les responsables de la Section ont été élus cette année sur des bases absolument claires. En effet il ressort des discussions et des discussions adoptées au cours des différentes AG électives du 1<sup>er</sup> trimestre les points communs suivants :

- Condamnation sans équivoque des méthodes anti-démocratiques utilisées au cours du congrès de Korba et qui ont permis à une minorité, appuyée par le pouvoir, de s'accaparer la direction de l'U G E T.

Détermination des étudiants à continuer la lutte dans le cadre de l'U G E T dans le prolongement des luttes de ces dernières années qui ont permis l'avènement à Korba d'une majorité progressiste.

- Renforcer davantage le courant progressiste afin d'imposer une direction représentative.

- Accentuer la lutte contre l'escalade du pouvoir dans sa politique sélective en matière d'enseignement.

- Se pencher particulièrement sur la situation des étudiants Tunisiens pour faire face avec eux aux multiples problèmes qu'ils affrontent (logement, travail, équivalences, bourses, etc.).

Ainsi la Section offre, comme on le voit, de grandes possibilités de lutte à tous ceux qui peuvent s'entendre sur les points cités plus haut.

Dans ces conditions il est inadmissible que l'on mette tout dans le même sac Bureau exécutif (BE), commission administrative (CA), bureau fédéral (BF) et Section ; (BE & CA sont issus du congrès, BF & Section sont directement élus par la base au début de l'année scolaire)



## LE SENS D'UNE CRISE

Dans les facultés de Tunis et dans de nombreux établissements scolaires de la république, le mécontentement bat son plein. Un malaise diffus, qui régnait depuis quelques temps déjà dans ce milieu, a fini par exploser, exprimant avec une violence exceptionnelle l'exaspération profonde des étudiants et des lycéens.

Ces mouvements de mécontentement ont bénéficié d'une réelle sympathie auprès de nombreuses couches populaires.

Pour saisir la nature réelle de ce mécontentement et expliquer les raisons de l'écho favorable qu'il a rencontré auprès de l'opinion publique, il est nécessaire d'en exposer clairement les sources profondes.

Les milieux gouvernementaux ont essayé de l'assimiler à un simple phénomène de "contestation" abstraite et injustifié. Or ce mécontentement qui a marqué les établissements d'enseignement n'est pas un phénomène isolé dans la vie nationale. Car l'Université comme l'école, ne sont pas des îlots coupés du reste de la société. Elles se situent au contraire au centre des préoccupations nationales, et sur elles se répercutent (directement ou indirectement) les contradictions principales qui agitent cette société.

C'est dire combien la question de l'enseignement est brûlante. C'est dire aussi l'intime relation qu'elle possède avec l'ensemble de l'orientation économique du pays.

A cette crise universitaire, il y a donc des raisons objectives que le gouvernement tente de camoufler en criant aux "perturbateurs" et en sévissant contre les prétendus "meneurs". Ces raisons objectives, il faut les chercher essentiellement dans l'orientation économique libérale adoptée par le pouvoir depuis l'été 69, orientation qui n'a pas tardé à engendrer ses effets néfastes dans diverses couches de la population.

En effet, depuis cette date, la politique gouvernementale, dont l'orientation principale est imprimée par les classes possédantes, a été essentiellement marquée par la remise en cause des principaux acquis du peuple dans divers domaines. Elle a donné lieu à une rétrocession croissante d'une large partie des secteurs étatiques et coopératifs, au profit d'une poignée de capitalistes avides de remplir au vite leurs coffres sur le dos des travailleurs et au détriment d'un véritable développement du pays.

L'industrialisation du pays se trouve ainsi remise aux calendes grecques pendant que la bourgeoisie affairiste tunisienne s'allie de plus en plus aux investisseurs néo-colonialistes soucieux de conquérir le marché intérieur et de drainer vers l'étranger nos maigres ressources naturelles.

L'aspiration paysanne à la terre et le droit au travail sont ignorés, tandis que la grosse propriété terrienne ne cesse de s'accroître et que la liquidation des coopératives condamne au chômage des dizaines de milliers d'ouvriers. L'absence quasi totale de contrôle sur le plan commercial laisse libre cours à la spéculation effrénée, source de vie chère et de dégradation des conditions d'existence des masses populaires.

Aujourd'hui, le poids du chômage et du sous-emploi (conséquence du démantèlement du secteur coopératif et des limitations imposées aux secteurs étatique et semi-étatique) est tel que dans bon nombre d'entreprises privées, des jeunes ouvriers consentent à être payés continuellement comme apprentis.

L'ouverture des portes du pays aux capitalistes étrangers n'offre aux travailleurs victimes du chômage et du sous-emploi d'autres perspectives que celle de s'expatrier ou d'attendre d'être embauchés à vil prix par les entreprises de sous-traitance que des sociétés étrangères se proposent d'implanter en Tunisie.

La jeunesse est particulièrement touchée par la crise qui affecte notre pays. Car l'offensive sélectiviste en matière d'enseignement s'inscrit fondamentalement dans le glissement "libéral" de la politique du régime. Or, tout comme le reste du peuple, les étudiants et lycéens ressentent déjà profondément les méfaits de cette orientation. Ils savent que cette politique est, elle aussi, le fait des réactionnaires qui cherchent à barrer la route du savoir aux enfants issus des couches populaires et à instaurer un enseignement de classe :

- Opposition artificielle entre "qualité" et "quantité" qui permet au gouvernement à procéder à des centaines d'exclusions touchant pour la plupart les élèves issus des milieux populaires. Tous ces jeunes, venus trop tôt et sans qualification sur le marché du travail déjà encombré, restent une lourde charge pour leurs parents. C'est ce qui explique le malaise profondément ressenti dans tout le pays et plus particulièrement dans les masses laborieuses.

- Directives données aux examinateurs d'être sévères aux examens.

- Suppression des inscriptions pour les petits fonctionnaires et les instituteurs.

En somme, tout un ensemble de mesures à mettre en pratique, dans ce domaine encore, d'orientation qui obéit aux critères de rentabilité et à la loi du profit immédiat.

Comme l'ont déjà avoué certains responsables: "c'est bien à cause du manque de débouchés que la nouvelle orientation a été décidée." Pendant que nombre d'élèves et d'étudiants a été croissant, le développement économique est resté gravement insuffisant. Incapable de promouvoir un véritable développement, hostile aux transformations radicales des structures, le pouvoir a préféré inverser les priorités. Dans l'un de ses discours de l'année dernière; le 1<sup>er</sup> ministre n'a-t-il pas déclaré que le développement de l'enseignement risquait d'aboutir au chômage intellectuel et à l'agitation universitaire.

Ainsi pour la jeunesse paysanne, le pouvoir préconise une formation agricole qui dans les conditions actuelles, ne peut que servir les intérêts de la grosse propriété foncière qui domine notre agriculture.

Loin de les rattacher à la terre, cette formation les met à la merci des capitalistes et les oblige à l'exode et à l'émigration.

On prétend réintégrer les élèves exclus des facultés dans des écoles tel que l'ENPA, mais tout le monde connaît le caractère provisoire de cette institution, appelée à disparaître dès que la formation de professeurs titulaires sera achevée.

Ces solutions au rabais ne sauraient satisfaire les étudiants ni les élèves, ni les masses populaires qui considèrent que leurs droits aux études ne peut souffrir aucun marchandage.

C'est pour cela que les étudiants sont unanimes à se dresser contre cette politique. Ils rencontrent la sympathie des masses :

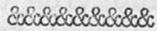
populaires, particulièrement préoccupées par ce problème. Ainsi à travers tout ce malaise et toutes les luttes menées par diverses couches de la population, le problème essentiel qui est en cause est celui de l'orientation de la politique de développement. La situation est telle que des conflits éclatent continuellement, tantôt partielles et limités, comme l'année dernière, tantôt plus larges et généralisés, comme ce fut le cas pendant les événements de la mi-février.

A ces préoccupations légitimes, à cette angoisse devant les incertitudes de l'avenir qui habite les jeunes le pouvoir répond par la répression policière, la fermeture des facultés et les arrestations dans les milieux progressistes, en fait, de graves menaces pèsent aujourd'hui sur l'ensemble des forces progressistes qui s'opposent à l'orientation capitaliste. Car le "libéralisme" dont il est question en Tunisie depuis 3 ans est à sens unique ; c'est la liberté économique accordée à la bourgeoisie d'affaires et aux gros propriétaires pour accumuler les profits. Quant aux libertés syndicales et démocratiques, elles demeurent systématiquement bafouées et réprimées violemment quand elles sont revendiquées. Aussi faut-il chercher les autres raisons du malaise dans la politique anti-démocratique, du pouvoir. Les forces progressistes dans notre pays, parmi lesquelles les étudiants sont privés depuis des années des droits démocratiques les plus élémentaires et soumises continuellement aux tracasseries et à la répression policière. Les mêmes méthodes continuent à être employées pour tenter d'empêcher les étudiants comme les travailleurs de faire de leurs organisations syndicales des instruments de défense de leurs intérêts.

L'expérience des luttes de ces dernières années, et les récents mouvements, montrent avec éclat combien devient indispensable l'existence d'une forte organisation syndicale capable de défendre efficacement les étudiants contre les atteintes répétées à leurs droits, et qui joue pleinement son rôle à l'échelle nationale.

Loin d'être des "égarés" et des "perturbateurs" les étudiants sont conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités, aux côtés des masses populaires.

Face à la montée des forces réactionnaires et aux menaces qu'elles font peser sur l'avenir du pays, les étudiants avec les travailleurs des villes et des campagnes et les intellectuels progressistes ont un rôle particulièrement important dans la bataille actuelle pour un développement économique indépendant au service des larges masses populaires.



T.T.O.U



L'intransigeance du pouvoir, les manoeuvres et les provocations auxquelles il se livre exigent de notre part que le mouvement de solidarité avec la lutte de nos camarades se poursuivent et s'intensifie.

Dans les rangs des étudiants s'exprime une volonté unitaire grandissante. L'expression de cette volonté doit et peut trouver sa concrétisation dans l'action unitaire, et cette nécessité s'impose d'autant plus que les tentatives ~~de~~ multiplient pour dévoyer l'action des étudiants pour les priver des fruits de leur lutte.

C'est pourquoi, le comité de section lance un appel pressant à tous les étudiants Tunisiens à Paris pour mettre en échec toutes les provocations et toutes les entreprises de divisions, d'où qu'elles viennent.

Avec vigilance et fermeté, il les appelle à renforcer leur organisation syndicale pour continuer la lutte pour :

- La libération immédiate de tous les détenus .
- La cessation des provocations réactionnaires et des poursuites policières ainsi que le respect des franchises universitaires.
- La réouverture immédiate et sans condition des facultés de lettres et de droit et sciences économiques.
- La satisfaction des revendications légitimes des étudiants.
- Le respect des libertés syndicales et démocratiques.
- Une réforme démocratique de l'enseignement.

Paris le 9 mars 1972

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

NOUVEAU COMITE DE RESIDENTS A LA  
MAISON DE TUNISIE

L'intervention des C.R.S. à la maison de Tunisie le 22 février 1972 a soulevé l'indignation de tous les étudiants Tunisiens et des milieux universitaires Français.

Tout en réprouvant l'action irresponsable qui fut à l'origine des incidents, la section de Paris de l'U.G.E.T. a dénoncé avec force l'intervention de la police.

Dans ces circonstances particulières les résidents de la maison de Tunisie ont démissionné de ses fonctions pour en élire un nouveau, et ce avec la participation massive des résidents et dans un esprit démocratique.

La section de Paris apprécie positivement l'intention du comité d'animer démocratiquement la vie de la maison de Tunisie et de veiller à sa bonne gestion. Dans ce contexte, le principe du libre affichage à toutes les organisations représentatives qui a été retenu, est un acquis précieux qu'il s'agit de respecter et de faire respecter.

Il est regrettable cependant que le comité ait cru bon d'affirmer hâtivement que le C.A.L. est le seul représentant dans le cadre de l'U.G.E.T. des étudiants Tunisiens. Ce qui fut d'ailleurs favorisé par la confusion qui était délibérément entretenue pour discréditer la section aux yeux des étudiants. Pour nous le seul organisme syndical représentant les étudiants Tunisiens à Paris reste la section qui était, elle, démocratiquement élue par les étudiants au début de l'année à la maison de Tunisie.

z\$\$z\$\$z\$\$z\$\$z\$\$z\$\$z\$\$z

MESSAGE ENVOYE AUX AUTORITES TUNISIENNES

Le comité de Section de l'U.G.E.T. à Paris, solidaire de la lutte de nos camarades à Tunis.

- Dénonce la repression qui s'abat sur les étudiants et autres militants progressistes Tunisiens.
- Exige la libération immédiate de tous les détenus et la cessation de toutes les poursuites policières contre les étudiants.
- Exige la réouverture immédiate et sans condition des facultés .
- Exige le respect des libertés syndicales et démocratiques.
- Dénonce énergiquement toute nouvelle entreprise visant à renforcer le système de sélection dans l'enseignement .



## POUR UNE SOLIDARITE CONCRETE

Dans le cadre de son action de solidarité avec les camarades de Tunis, la section de PARIS de l'UGET a pris l'initiative de faire circuler deux pétitions, l'une adressée aux étudiants tunisiens et l'autre aux organisations estudiantines internationales. Ces dernières apportent, une fois de plus leur soutien effectif aux justes luttes menées par le mouvement étudiant en Tunisie.

Ces pétitions ont suscité de sérieuses discussions sur le problème de notre mouvement, sur la nécessité d'une action concrète de solidarité avec les camarades de Tunis et ont montré l'unanimité des étudiants à dénoncer la nature anti-démocratique du pouvoir en Tunisie.

Nous publions ci-dessous les textes des pétitions :

Texte de la pétition signée par les étudiants tunisiens :

- Considérant le mouvement engagé par les étudiants de l'université de Tunis, expression d'un profond mécontentement des étudiants et des lycéens.

- Considérant que ce mécontentement est provoqué tant par la politique de sélection pratiquée par le pouvoir en matière d'enseignement que par ses ingérences dans les affaires intérieures de l'UGET et de l'université.

- Considérant que les aspirations des étudiants à un enseignement démocratique constituent un élément important dans la lutte que mènent les forces progressistes dans notre pays contre le conservatisme et la réaction.

- Considérant la vague de répression qui s'abat sur les étudiants, les lycéens et les enseignants ( arrestations, violences policières, violation des locaux universitaires, fermeture de 2 facultés jusqu'au 30 septembre 72, suspension des bourses etc. )

Les étudiants tunisiens signataires:

- Dénoncent énergiquement la répression policière que subissent leurs camarades à Tunis

- Exigent l'arrêt immédiat de cette répression et la libération sans conditions de tous les détenus

- Appuient l'appel responsable des 38 professeurs de l'université en faveur d'une solution juste et démocratique de la crise actuelle.

- Exigent le rétablissement immédiat des conditions normales d'étude par la réouverture des facultés et lycées arbitrairement fermés, et la levée de toutes les entraves à l'exercice des libertés syndicales.

- Se considèrent mobilisés dans le cadre de leur organisation syndicale pour faire aboutir leurs justes revendications et pour assurer la démocratisation totale et l'autonomie de l'UGET *et de l'après école?*

TEXTE DE LA PETITION ADRESSEE AUX ORGANISATIONS ESTUDIANTINES :

- Considérant la lutte engagée par les étudiants de l'université de Tunis pour la satisfaction de leur revendications légitimes et pour la démocratie ;

- Considérant la vague de répression qui s'abat sur les étudiants, enseignants et lycéens Tunisiens ( arrestations, violence policière, violation des locaux universitaires, fermeture de deux facultés jusqu'au mois de septembre 72, suspension des bourses etc. ) ;

LES ORGANISATIONS ESTUDIANTINES INTERNATIONALES SIGNATAIRES :

- Dénoncent énergiquement la répression policière que subissent les

- étudiants, enseignants en Tunisie ;
- Exigent l'arrêt immédiat de cette répression et la libération sans condition de tous les détenus ;
  - Exigent le rétablissement immédiat des conditions normales d'études par la réouverture des facultés et lycées arbitrairement fermés et la levée de toutes les entraves à l'exercice des libertés syndicales ;
  - Appuient la lutte des étudiants Tunisiens pour la satisfaction de leurs revendications syndicales légitimes et pour la démocratie ;
  - Appellent l'opinion démocratique internationale à exiger du gouvernement Tunisien que cesse cette nouvelle répression.

\*\*\*\*\*

A MON AVIS ...

LE VÉRITABLE ADVERSAIRE.

À la suite de la répression qui continue à s'abattre sur les forces progressistes aussi bien en Tunisie qu'au Maroc, L'A.E.M.N.A.F. dont la composante Tunisienne est représentée par les étudiants progressistes, a organisé un meeting de solidarité qui, compte tenu du grand nombre de magrêbins présents aurait dû aboutir sur des actions concrètes de solidarité. Mais malheureusement, le déroulement normal du meeting a été perturbé par certains éléments aussi bien droitiers que gauchistes qui n'avaient pour but que de saboter l'assemblée en chahutant certains responsables d'organisations étrangères et magrêbines venus pour nous exprimer leur solidarité.

En effet ces éléments ont entendu donner au meeting un caractère anti-syndical cherchant ainsi à dévoyer l'indignation ressentie par un grand nombre d'étudiants Tunisiens après la vague de répression qui s'abat sur nos camarades de Tunis, oubliant par là même que le véritable adversaire est le pouvoir réactionnaire anti-populaire parce que seul responsable de la dégradation des conditions de vie des étudiants et des travailleurs.

Ainsi face à ces agissements irresponsables qui risquent de nuire à nos organisations tant l'U.G.E.T. que l'A.E.M.N.A.F. et qui peuvent compromettre et discréditer tout le mouvement progressiste, les étudiants doivent être vigilants pour contrecarrer toute tentative de diversion.

Certes, il y a des divergences dans les différentes opinions politiques des militants mais notre tâche, à l'heure actuelle est de lutter dans L'UNITE avec un esprit constructif sur la base de nos intérêts communs afin de renforcer le mouvement revendicatif et de mener une lutte organisée et efficace.

Un Militant de L'U.G.E.T.

\*\*\*\*\*



DECLARATION DE LA SECTION DE L'U.G.E.T. DE PARIS AU CONGRES DE LA FRUF<sup>(1)</sup>

---

Comarades,

La Section de Paris de l'Union Générale des Etudiants De Tunisie adresse au nom des étudiants tunisiens à Paris, un salut militant à votre congrès. Elle se félicite de l'action de la F.R.U.F. dans la défense des intérêts matériels et moraux de tous les étudiants et des étudiants Tunisiens en particulier. Elle se félicite de la solidarité active et multiforme des différentes associations de résidents aux peuples en lutte pour leur indépendance et la défense de leurs acquis nationaux. La Section de l'U.G.E.T de Paris, remercie le congrès pour le vote favorable à la motion présentée par les étudiants Tunisiens.

En Tunisie, une grave répression touche aujourd'hui le mouvement étudiant et s'élargit à toutes les forces progressistes tunisiennes. En effet le pouvoir en Tunisie a toujours mené une politique anti-démocratique qui prive les étudiants d'une organisation syndicale démocratique, représentative et autonome.

Dans l'enseignement, il mène une politique sélective par le renvoi de milliers d'élèves du primaire et du secondaire et des centaines d'étudiants, remettant ainsi en cause la généralisation de l'enseignement, au mépris du droit des masses populaires au savoir et à la culture.

Sur le plan économique, le pouvoir essaie d'engager le pays dans une voie capitaliste sans issue, bénéficiant pour cela de l'appui de l'impérialisme.

A l'échelle internationale, il mène une politique pro-impérialiste au nom de l'ouverture au monde occidental dit "libre".

Aujourd'hui un mouvement revendicatif important s'est engagé à Tunis. Le pouvoir répond par des provocations policières, l'arrestation de dizaines d'étudiants, la fermeture de facultés. Il essaie d'isoler les étudiants des masses populaires par une campagne de dénigrement systématique du mouvement. Il se prépare ainsi à monter des procès politiques.

Comarades,

Dans leur lutte, les étudiants tunisiens ont besoin du large soutien de toutes les forces démocratiques et progressistes. Le soutien des forces démocratiques françaises est à ce titre capital, à cause de la lutte qu'elles mènent contre le pouvoir des monopoles en France, allié principal du pouvoir actuel à Tunis.

Ce soutien est important dans notre lutte contre la sélection, pour une université démocratique et une organisation syndicale représentative et autonome, pour le rétablissement et le respect des libertés démocratiques et syndicales et enfin pour une véritable politique de développement économique indépendant, au service des larges masses populaires.

Vive le V<sup>o</sup> Congrès de la F.R.U.F !

Vive la solidarité internationale de toutes les forces progressistes contre le colonialisme, l'impérialisme et la réaction !

---

(1) - Fédération des Résidences Universitaires de France.

SOLIDARITE DANS LA LUTTE AVEC NOS CAMARADES MAROCAINS

Comme en Tunisie, le peuple marocain et à sa tête les forces progressistes subissent une sauvage répression.

La vague de répression déclenchée par le pouvoir royal du Maroc touche à la fois les milieux universitaires, les établissements secondaires et les militants progressistes:

- condamnation arbitraire du secrétaire du P.L.S. (parti de la libération et du socialisme), le camarade Bourquia à huit mois de prison
- arrestation et condamnation de deux camarades responsables de l'U.N.E.H. à 45 jours de prison
- arrestation de plusieurs professeurs
- jugement à Marrakech de 33 militants progressistes
- arrestation arbitraire d'intellectuels progressistes tels Serfaty, journaliste, et A. Laabi, directeur de la revue culturelle/ Souffles

Ces faits sont autant de preuves qui démasquent, s'il en était encore besoin, l'opération de charme, lancée dernièrement par Hassan II, qu'est la récente consultation populaire.

La Section de Paris de l'U.G.E.T. stigmatise la politique anti-démocratique et anti populaire du pouvoir royal au Maroc.

Elle renouvelle son soutien à l'U.N.E.H. dans son combat pour la libération immédiate des progressistes emprisonnés et la cessation de toutes poursuites judiciaires, et pour une université démocratique.

8888888888888888

IRAN

HALTE AUX MASSACRES  
DES PROGRESSISTES A TEHERAN

Le pouvoir réactionnaire inféodé à l'impérialisme du Shah continue à réprimer toutes les forces progressistes et démocratiques en Iran: Executions sommaires, détention arbitraire et torture deviennent systématiques.

Dernièrement 14 progressistes viennent d'être exécutés malgré les protestations de l'opinion démocratique internationale.

La section de Paris soutient les étudiants Iranien en lutte contre la réaction et condamne avec force le régime policier du Shah./.

ssssssssss\$\$\$\$ssssssssssss

---

ACTIVITES DES SECTIONS DE PROVINCES DE L'U.G.E.T.

---

La répression qui s'abat sur les étudiants à Tunis a immédiatement provoqué une large mobilisation parmi les étudiants tunisiens en France. C'est ainsi que des principales villes de France, des informations nous sont parvenues faisant état d'une intense activité et d'une mobilisation exceptionnelle de nos camarades autour de leur section respective de l'U.G.E.T. Nos camarades ont vite compris l'exceptionnelle gravité de la situation qui règne à l'Université de Tunis et ont senti avec la même rapidité la nécessité de resserrer leurs rangs, au sein de leur organisation syndicale pour éviter toute improvisation et déjouer les provocations d'où qu'elles viennent.

Prises de positions, communiqués de presse, pétitions, ... témoignent d'un haut niveau de conscience et de lucidité d'analyse de la crise actuelle. Des actions efficaces et unitaires ont été immédiatement engagées par nos camarades de Province pour exprimer leur solidarité avec leurs camarades de Tunis. Les comités de section de l'U.G.E.T. des différentes villes de Province ont constitué les cadres démocratiques pour la réalisation de ces objectifs avec la participation réelle des étudiants pour décider ensemble des diverses actions de solidarité qu'exige la situation. Notons, par ailleurs, que les mots d'ordre anti-unitaires, qui jettent aujourd'hui la confusion à Paris par leur contenu aventuriste, n'ont eu aucun écho malgré les vaines tentatives entreprises; cet échec doit faire réfléchir des promoteurs sur la stérilité de leur activisme; car non seulement les sections déjà existantes ont bénéficié du soutien massif de leur base, mais de nouvelles sections ont vu le jour dans les villes où des pratiques anti-démocratiques en avaient jusque là, empêché la création. Une mobilisation s'appuyant sur une campagne solide de dénonciation de ces pratiques et exigeant la tenue d'A.G. électorale régulière et démocratique dans le cadre de l'U.G.E.T.

Aussitôt constituées, les sections ont informé les étudiants et exprimé clairement leur position sur les problèmes de l'heure.

Le Comité de Section de Paris, solidaire des actions de nos camarades des autres villes de France, n'épargnera aucun effort pour développer encore plus ce mouvement de solidarité et susciter une coordination encore plus grande des actions entreprises à l'échelle de la France.

C'est dans ce but que nous publions les informations suivantes que diverses Sections de l'U.G.E.T. en France nous ont fait parvenir.

TOULOUSE ET BORDEAUX

---

Les deux Sections ont publié le communiqué suivant:

= GREVE A L'UNIVERSITE DE TUNIS =

Depuis le 31 janvier, les étudiants à l'Université de Tunis observent la grève des cours, appuyés dans leur mouvement par l'ensemble du corps enseignant.

Au cours d'un meeting tenu le mercredi 2 février 72, rassemblant les étudiants des facultés de Lettres de Droit et de Sciences il a été décidé à l'unanimité de prolonger la grève et de ne reprendre les cours qu'après la satisfaction des revendications légitimes des étudiants de l'Université de Tunis.

A la lumière de ces événements et dans l'esprit de contacts fréquents entre les différentes sections de L.'U.G.E.T d'Europe, le comité de section de Bordeaux s'est déplacé à Toulouse le 5/2/72.

A l'issue d'une séance de travail, les deux comités tiennent à donner les précisions suivantes :

- ils continuent à considérer la direction actuelle de l'U.G.E.T (D.E. et C.A.) non représentative de la masse estudiantine.
- que l'U.G.E.T (seul syndicat légal) demeure le véritable cadre de lutte syndical de l'étudiant tunisien.
- c'est dans le sens du renouveau de l'U.G.E.T, de la réalisation de son autonomie sur le plan national, ainsi que pour continuer à encadrer leurs militants et résoudre leurs différents problèmes matériels et moraux que les comités continuent à agir en appelant leurs militants à une plus grande vigilance et à ne pas céder devant les provocations et les tentatives opportunistes visant la démobilité des militants et la destruction de leur syndicat.

Les deux comités appellent tous les étudiants à soutenir fermement leurs camarades en grève à Tunis pour l'aboutissement de toutes leurs revendications. Dénoncent la campagne de dénigrement orchestrée par les organes d'information de Tunis et certains responsables d'organisations nationales en particulier la direction de l'UGET, tous agissant en complicité et sur ordre du pouvoir.

P.S : A l'heure où nous allons mettre ce tract sous presse, nous avons appris avec beaucoup d'indignation la décision autoritaire et dangereuse qu'a prise le gouvernement tunisien en fermant les facultés des lettres et sciences humaines et celle de Droit et Sc. Economiques jusqu'au 30 septembre 72. Les étudiants tunisiens, et tous les autres étudiants démocrates et progressistes sont appelés à soutenir nos camarades de Tunis dans leur juste lutte contre la répression du pouvoir et ses complices.

La Section de Bordeaux a fait une déclaration dans le même sens, dans le journal local: "SUD-OUEST". En outre, elle a fait circuler la pétition suivante:

UGET - Section de Bordeaux

CONTRE LA REPRESSION A L'UNIVERSITE DE TUNIS

A la suite de revendications non satisfaites, meilleures conditions de vie et d'études, autonomie et démocratisation universitaire,

Les étudiants à l'Université de Tunis, ont organisé une grève des cours très largement suivie, appuyée par le corps enseignant. Le 8 février 1972 le gouvernement tunisien, s'obstinant dans son refus de résoudre les problèmes qui se posent aux étudiants a pris les décisions suivantes:

- fermeture des facultés des lettres et Sciences Humaines, Droit et Sciences éco. et ceci jusqu'en septembre 72
- retrait des cartes de R.U. et chambres en cités U.

En même temps, le P.S.D., parti unique en Tunisie, et les responsables de certaines organisations nationales mènent une campagne de dénigrement et de démagogie visant à dénaturer le caractère revendicatif de la grève, suivie par des intimidations policières et des arrestations parmi les étudiants.

A la lumière de ces événements graves, les étudiants à Bordeaux soutenus par les organisations syndicales et politiques signataires,

- apportent leur soutien à leurs camarades de l'Université de TUNIS dans leur lutte pour leurs revendications légitimes
- dénoncent fermement les mesures anti-démocratiques et de répression portant atteinte à l'autonomie de l'Université et à la sécurité de leurs camarades
- exigent une solution rapide et conforme aux intérêts de la grande masse estudiantine tunisienne.

SIGNEZ MASSIVEMENT CETTE PETITION EN AFFIRMANTE VOTRE SOUTIEN

8888888888

Cette pétition a rencontré un large soutien auprès des étudiants Tunisiens à Bordeaux, et des organisations internationales locales.

888888888888888888

- Une pétition analogue a été lancée par la Section de l'U.G.E.T. de Toulouse.

Toutes ces actions, tant en ce qui concerne Bordeaux que Toulouse, ont été définies et adoptées dans les A.G. de Section.

STRASBOURG

A Strasbourg, un comité fantôme a été illégalement constitué. Après de nombreuses protestations et une campagne de mobilisation, nos camarades militants de Strasbourg ont mis en place un Comité de Section représentatif et ce au cours d'une A.G. élective réunie le 11-2-72. Les étudiants de Strasbourg, ont ainsi concrétisé leur aspiration à s'unir dans un cadre organisé et à exprimer leur solidarité avec les étudiants à Tunis.

888888888888

MOTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ PAR L'A.G. DE SECTION DE L'U.G.E.T DE

8 STRASBOURG LE 11.2.72

"Considérant les grèves et les manifestations qui se déroulent à l'université de Tunis et qui sont l'expression d'un nécontentement profond des étudiants et des lycéens,

"Considérant que ce nécontentement est légitime et qu'il est provoqué tant par la non satisfaction des revendications légitimes des étudiants (taux de bourses, autoritarisme à l'université et au lycée, sélection féroce) *et par* que par les procédés anti-démocratiques lors de l'élection de la direction de l'U.G.E.T.

"Considérant que les aspirations des étudiants à un enseignement démocratique constituent un élément important dans la lutte que mènent les forces progressistes dans notre pays contre le conservatisme et la réaction et pour le respect des libertés démocratiques,

"Considérant que le gouvernement mène actuellement une répression féroce contre les étudiants et les lycéens (arrestations nombreuses, violation des locaux universitaires par la police, fermeture de deux facultés jusqu'au mois de Septembre 1972, suspension de bourses, etc),

"Considérant que cette répression est accompagnée par une campagne effrénée de presse, qui n'hésite pas à utiliser des thèmes racistes et qui vise l'isolement et le discrédit des étudiants et la division des forces progressistes dans notre pays,

Les étudiants tunisiens de Strasbourg, réunis en A.G. de Section de l'UGET le 11.2.72.:

^ Dénoncent vigoureusement la répression policière (fermeture des facultés, violation des locaux universitaires, arrestations...)

^ Exigent la réouverture immédiate des facultés, le rétablissement des bourses et la libération des détenus.

^ Se déclarent solidaires de leurs camarades à Tunis

^ Réaffirment leur décision de lutter pour la satisfaction des revendications légitimes des étudiants, le respect de l'autonomie de leur organisation et l'établissement dans notre pays des libertés d'expression, d'organisation et de réunion pour les forces progressistes dans notre pays.

8888888888888888

- des origines immédiates ou profondes
- " profondes et les -ots d'origine
- et y a aussi les aspirations.